

Berne sous pression face à Washington et à la pharma

NÉGOCIATIONS Alors que Londres a accepté de relever les prix de certains médicaments au Royaume-Uni pour éviter des droits de douane sur ses exportations pharmaceutiques, l'industrie appelle la Suisse à adapter ses règles. Une option sensible dans un pays déjà préoccupé par la hausse des coûts de la santé

FANNY SCUDERI

«Nous demandons que la Suisse s'engage en faveur d'une solution équivalente à celle accordée au Royaume-Uni.» Par cette prise de position, Interpharma, faïtière des entreprises pharmaceutiques actives dans la recherche, accroît la pression sur le Conseil fédéral.

Au terme d'un accord commercial, Londres aurait obtenu une exemption des droits de douane américains pour ses exportations pharmaceutiques en échange d'une hausse du prix de certains médicaments au Royaume-Uni. Transposée à la Suisse, une telle concession serait politiquement explosive, alors que les coûts de la santé figurent parmi les principales préoccupations de la population.

Sans le dire explicitement, Interpharma demande-t-elle au Conseil fédéral d'augmenter les prix des nouveaux médicaments en Suisse? «Nous ne connaissons pas tous les détails du contenu de l'accord passé entre Washington et Londres, répond Michèle Sierro, responsable de l'association pour la Suisse romande. La pharma contribue pour la moitié de la croissance du pays et paie 10 milliards d'impôts par an. Le maintien d'une branche pharmaceutique forte en Suisse est donc important et la Confédération doit tenir compte de ces aspects dans les négociations.» Novartis et Roche, deux géants du secteur ayant conclu un accord avec les Etats-Unis et promis des dizaines de milliards de dollars d'investissements, sont pour l'instant épargnés par les droits de douane.

Augmenter les prix des médicaments innovants

Dans le même temps, Interpharma appelle le Conseil fédéral à revoir la fixation des prix «afin de mieux prendre en compte l'innovation». En toile de fond se profile le risque d'un accès restreint aux nouveaux traitements. L'industrie pharmaceutique réalise l'essentiel de ses marges dans le pays de Donald Trump. «Les Etats-Unis sont un marché déterminant, avec des prix élevés. La Suisse ne représente que 0,5% du marché mondial

et pratique des prix plus bas», explique Michèle Sierro. Elle craint que certains groupes renoncent au marché helvétique pour éviter qu'il ne serve de référence à bas prix. Aux Etats-Unis, la «clause de la nation la plus favorisée» permet d'aligner certains prix sur les niveaux les plus bas observés dans un panier de pays de référence, dont la Suisse. Les entreprises ont donc intérêt à éviter des prix trop bas en Suisse, afin de ne pas accentuer la pression à la baisse sur le marché américain. «La place suisse doit demeurer compétitive», insiste Michèle Sierro.

Un constat partagé par Erik Jandratsis, responsable du commerce extérieur chez Scienceindustries:

«Pour faire plaisir à Trump, il faudrait faire payer plus cher les médicaments aux habitants suisses?»

SAMUEL BENDAHAN, CONSEILLER NATIONAL (PS/VD)

«Ce que la Suisse peut faire, c'est garantir des conditions-cadres aussi attractives que possible, sans imposer de charges supplémentaires aux entreprises dans un contexte déjà tendu.» Il pointe une incertitude persistante: «Nous ignorons quels médicaments et quelles entreprises seront concernés par les droits de douane, tant les exceptions sont nombreuses.» Et d'insister: «La priorité est de conclure rapidement les négociations avec les Etats-Unis.»

Dans la Berne fédérale, la centriste Elisabeth Schneider-Schneiter tire aussi la sonnette d'alarme: «Voulons-nous augmenter les prix des médicaments innovants ou voulons-nous perdre l'industrie pharmaceutique? Cette question résume tout l'enjeu.» La conseillère nationale de Bâle-Campagne est membre du groupe d'intérêt «Recherche et innovation biomédicales». Elle pointe le risque des délocalisations: «La Suisse doit tout faire pour améliorer les conditions-cadres internes, sinon les entreprises pourraient déménager. Cela inclut l'augmentation des prix des médicaments innovants, afin qu'ils couvrent les coûts de la recherche. Aujourd'hui, ces prix

sont relativement bas en comparaison mondiale, parce que le marché suisse est régulé.» Pour l'élu, cette mesure constitue «l'un des rares leviers restants pour maintenir la pharma en Suisse, même si elle est politiquement difficile à mettre en œuvre». Elle prévient: «Il ne s'agit pas d'augmenter le prix de tous les médicaments, mais seulement de ceux qui sont innovants, issus d'une recherche intensive.»

Une vision vivement contestée à gauche. Le conseiller national socialiste Samuel Bendahan s'oppose fermement à ce débat. «Pour faire plaisir à Trump, il faudrait faire payer plus cher les médicaments aux habitants suisses? Je pense que c'est une ligne que personne ne veut franchir.» Pour l'élu vaudois, les chiffres sont sans équivoque. «Pas rentable, c'est zéro franc. Les grandes pharma ne sont pas dans cette situation-là: les entreprises font des profits colossaux. Les comptes de Novartis et Roche montrent que, même après toutes les charges, il reste 10 à 15 milliards de bénéfices.» Il réfute une fixation trop basse des prix: «Les médicaments innovants sont extrêmement rentables: l'efficacité pour le patient est très élevée, alors que le coût marginal de production est faible. Les entreprises pharmaceutiques ont un pouvoir énorme, celui d'agir sur la vie des gens, et elles l'utilisent malheureusement parfois pour davantage maximiser leurs profits.»

Le surveillant des prix se montre critique

Contacté, le surveillant des prix se montre lui aussi critique. Il constate que «la situation actuelle est exploitée par l'industrie pharmaceutique pour faire pression en vue d'augmenter les prix en Suisse.» Mais ces hausses «ne sont pas justifiées. Elles constituent un instrument de politique industrielle inapproprié, étranger au système», avertit-il. Selon lui, «il n'existe aucun lien objectif entre le différentiel douanier actuel et la fixation des prix en Suisse. Si une pression politique conduisait à des hausses, les assurés en pâtiraient directement: augmentation des coûts de santé et des primes, sans amélioration notable de l'approvisionnement.» Le surveillant des prix annonce qu'il s'opposera fermement à toute évolution dans ce sens. Au Conseil fédéral de trouver son chemin entre le marteau de Trump et l'enclume de la pharma alors que les négociations entre Berne et Washington se poursuivent. ■